

Le 6 juin 2018, dans le cadre des Midis de l'Europe organisés par le CEPESS, le rôle de l'Union européenne pour la transition énergétique a fait l'objet d'une rencontre-débat de grande qualité présidée par Michel DE LAMOTTE, député fédéral.

**Thomas Pellerin-Carlin, chercheur à l'Institut Jacques Delors**, a débuté son intervention en soulignant le rôle éminemment politique de la transition énergétique. Une transition qui va changer nos modes de vie et nos usages quotidiens avec des conséquences sur nos libertés individuelles et sur la liberté d'association. Le mot transition pourrait laisser penser que l'on sait vers quoi on va, ce qui en réalité ne semble pas être le cas. Historiquement, on n'a pas tant connu de réelles transitions mais plutôt des additions de nouvelles techniques. En Europe, on assiste depuis 2016 à une baisse de la consommation d'énergie qui résulte d'une stratégie pour sortir d'une économie d'énergie fossile, centralisée et basée sur des modèles d'entreprises archaïques. L'Europe doit agir pour éviter la dispersion des positionnements politiques nationaux. A titre d'exemple, aujourd'hui, il y a davantage de panneaux solaires en Allemagne qu'au Portugal, alors que l'ensoleillement est bien plus favorable au second. L'UE pourrait agir par des incitants financiers, via les marchés de quotas d'émissions de carbone et harmoniser les dispositions fiscales dans les différents Etats-membre. Enfin, le développement d'une véritable industrie européenne axée sur les énergies permettra d'être moins dépendants d'autres acteurs internationaux.

**Caire Roumet, Directrice d'Energy-Cities**, l'association européenne des autorités locales en transition énergétique - plus de 1.000 villes européennes en sont membres -, nous quant à elle entretenue sur le lien entre transition énergétique et gouvernance locale. Au Danemark, il y a une vision claire d'une volonté d'indépendance énergétique par rapport aux énergies fossiles et chaque territoire a développé une approche en fonction des besoins et de l'utilisation recherchée. Le niveau local est fondamental étant donné que le budget énergie d'une commune est le 2ème poste après les salaires. De nombreuses opportunités se présentent pour réduire ce budget. Avec un système centralisé, comme c'est le cas actuellement, il est difficile de développer des productions locales pour répondre à des demandes précises d'un territoire. Il faut être au plus près des besoins pour pouvoir y répondre, tout en ayant une ambition forte au niveau euro-

péen. La vision de l'énergie ne doit plus être nationale mais européenne en donnant des moyens juridiques et financiers pour permettre le développement de partenariats locaux avec les citoyens.

**Noé Lecocq, coordinateur Energie-Climat à Inter-Environnement Wallonie**, a axé son intervention sur la mobilité. Il est fondamental selon lui de fixer des objectifs précis de manière à pouvoir les mesurer et comprendre les évolutions. Son mantra se résume en trois lettres : ASI (avoid, shift, improve) : éviter les déplacements non-nécessaires, opérer un transfert modal vers les alternatives moins polluantes (voiture individuelle, transport de marchandise par camions) et améliorer la technologie existante pour réduire l'impact sur l'environnement. Ce qui détermine le comportement des citoyens en termes de mobilité, ce n'est pas tant le prix, mais principalement l'offre et la qualité de l'offre des transports publics ou des aménagements. Les études démontrent que l'offre amène naturellement une demande. Si on élargit les routes, il y aura davantage de voitures. Mais si l'on construit, au bon endroit, dans des zones denses, des pistes cyclables, il y aura davantage de cyclistes.

On l'a vu à l'issue des différentes interventions et du débat, le citoyen et le niveau local sont des acteurs essentiels de la transition énergétique. L'Union européenne et ses Etats-membres doivent synchroniser leurs initiatives pour être plus efficace dans la transition énergétique. Ils doivent également développer une politique industrielle offensive pour limiter notre dépendance énergétique et réduire les coûts, ainsi qu'une vision précise de réduction de notre consommation avec des objectifs ambitieux qui encouragent les initiatives décentralisées.

